

ÉCONOMIE

Les collectivités locales

Les effectifs dans la fonction publique sont restés globalement stables en 2015, avec 5,65 millions de fonctionnaires et contractuels.

L'emploi dans les collectivités, qui avait beaucoup augmenté ces dernières années, connaît cette fois une baisse inédite.

Au 31 décembre 2015, la France comptait 5,65 millions de salariés dans la fonction publique. Un nombre qui n'a que très faiblement progressé, à peine 7 700 personnes de plus, par rapport à l'année précédente, selon les chiffres publiés hier par l'Insee.

Cette stagnation des effectifs globaux n'est pas totalement inédite, elle avait déjà été observée au tout début des années 2010. Mais la situation est tout de même très différente entre ces deux périodes. En 2010, c'était la décre de emplois de l'État qui permettait de compenser les hausses ailleurs, dans les hôpitaux et surtout dans les collectivités. Cette fois, c'est l'inverse : l'État et les hôpitaux continuent à voir leurs emplois augmenter, faiblement, et ce sont les collectivités locales qui ont procédé en 2015 à une « baisse inédite » de leurs effectifs.

« La fonction publique d'État progresse un peu, notamment dans les ministères chargés de l'éducation et de la justice et en raison de la relance de l'apprentissage. L'augmentation dans la fonction publique hospitalière se poursuit, mais ralentit nettement. Le changement le plus marqué est celui de la fonction publique territoriale : si l'on ne tient pas compte des contrats aidés, on observe une baisse de 0,3 % », détaille Nicole Roth, chef du département de l'emploi et des revenus de l'Insee.

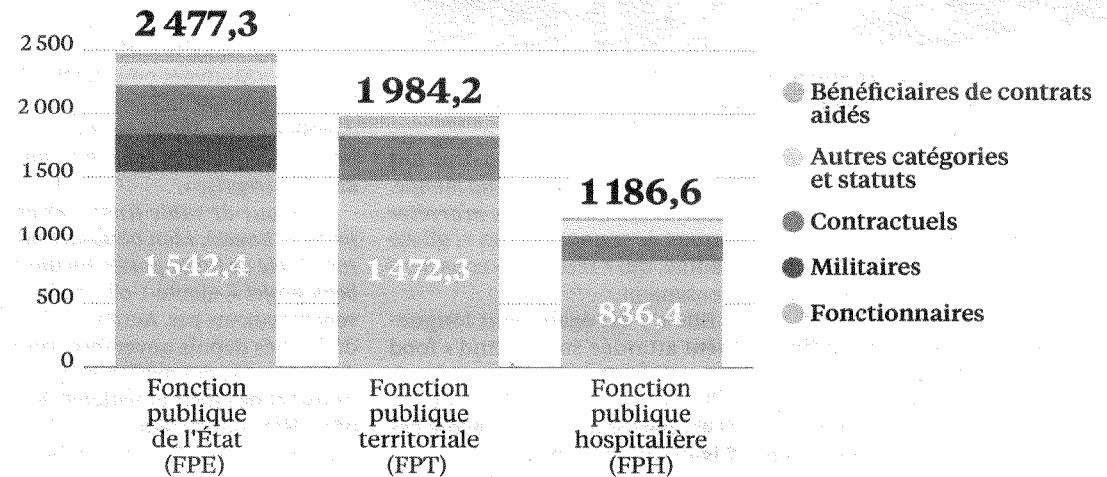
Parmi les collectivités, ce sont les communes qui procèdent à une réduction d'effectifs, tandis que les régions et plus encore les départements continuaient de voir le nombre de leurs salariés augmenter. Cette différence s'avère toutefois parasitée par la création de la métropole de Lyon qui a abouti à comptabiliser du côté du département certains effectifs auparavant attribués à la communauté de communes. ●●●

La répartition des effectifs dans les fonctions publiques

En 2015

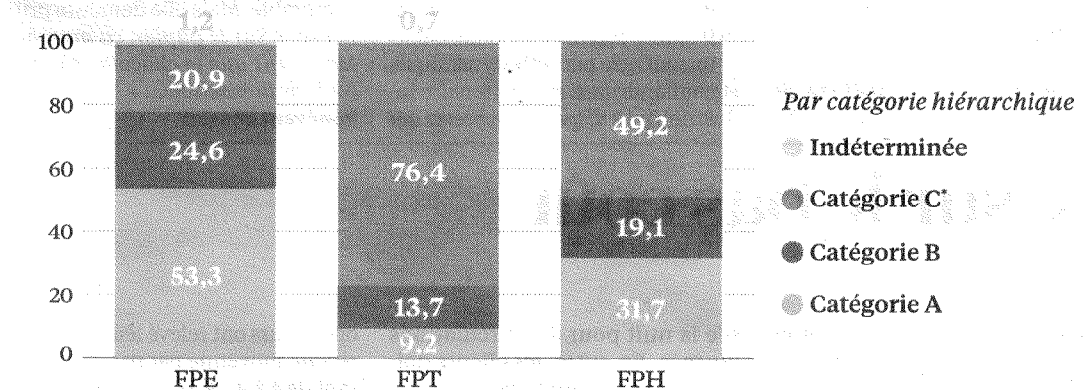
EFFECTIFS PAR STATUT

En milliers

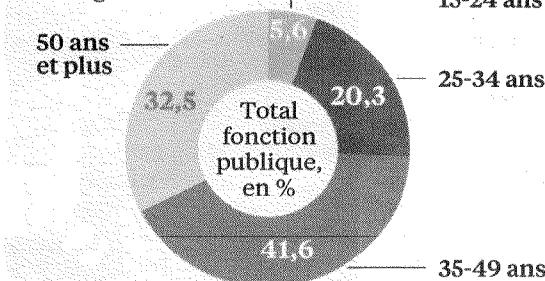


CARACTÉRISTIQUES DES SALARIÉS

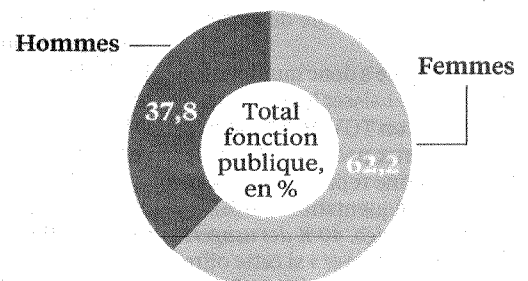
En %



Par âge



Par sexe



* Une catégorie hiérarchique a été attribuée aux non-titulaires selon leur code grade et tous les bénéficiaires de contrats aidés sont classés ici en catégorie C - Source : Insee

repères

Fonctionnaires : les propositions des candidats

François Fillon : suppression de 500 000 postes en cinq ans, en partie compensée par l'augmentation du temps de travail des fonctionnaires.

Benoît Hamon : création de 37 000 postes dans l'éducation nationale et 5 000 postes dans la police et la gendarmerie.

Marine Le Pen : 15 000 policiers et gendarmes supplémentaires ; suppression des intercommunalités et des régions ; augmentation des effectifs de la fonction publique hospitalière.

Emmanuel Macron : suppression de 120 000 postes tout en recrutant 10 000 policiers et gendarmes et 4 000 à 5 000 personnes dans l'éducation.

Jean-Luc Mélenchon : création de 60 000 postes d'enseignants, 52 000 soignants, 18 000 magistrats et greffiers, 10 000 policiers et gendarmes.

●●● Globalement, la fonction publique territoriale enregistre bel et bien une décre de près de 5 000 postes en 2015. Un vrai changement par rapport à la période précédente marquée par la création d'environ 30 000 créations d'emploi par an, soit une bonne centaine de milliers de plus depuis 2011.

Ce retournement de situation est d'autant plus surprenant que, de mémoire de statisticien, jamais les collectivités n'avaient enregistré une telle diminution de leurs effectifs. « *Dans les chiffres dont on dispose, cela ne s'était jamais produit, même en remontant sur deux ou trois décennies* », souligne Nicole Roth.

« Dans les chiffres dont on dispose, cette baisse ne s'était jamais produite, même en remontant sur deux ou trois décennies. »

Si l'Insee ne livre pas d'éléments expliquant ce virage soudain, une partie de l'explication tient évidemment à la baisse des dotations imposée par le gouvernement dans le cadre du plan d'économies de 50 milliards d'euros. Les subventions ayant été réduites de 3,4 milliards d'euros en 2014, et à nouveau du même montant en 2015, les collectivités ont été contraintes d'ajuster leurs dépenses.

L'Insee observe d'ailleurs que la diminution des emplois touche fortement les contractuels (- 2,3 %) alors que les effectifs fonctionnaires continuent à progresser faiblement. « *On peut penser que les collectivités ont cherché à parer au plus pressé en ciblant les contractuels dont le nombre est évidemment plus facile à ajuster* », mentionne un spécialiste.

De là à penser que les longues années de croissance des effectifs de la fonction publique locale sont désormais révolues, il y a tout de même un pas que l'Insee juge très prématuré de franchir. « *Il est encore un peu tôt pour dire si l'année 2015 marque un véritable tournant* », prévient Nicole Roth. Elle préfère attendre « *de voir si ce mouvement se confirmera les années suivantes* ».

Mathieu Castagnet